



COMBAT OUVRIER

Journal communiste révolutionnaire (trotskyste)

Pour la construction
d'un parti ouvrier
révolutionnaire en
Martinique et
en Guadeloupe.
Pour l'émancipation
des peuples de
Martinique et
de Guadeloupe.
Pour la reconstruction
de la IV^{ème}
Internationale.

— PARAIT TOUTES LES 2 SEMAINES —

SAMEDI 11 AVRIL 2015

N° 1131

PRIX

1 €

EDITORIAL

Pour que les luttes actuelles ouvrent la voie à une force politique des travailleurs indépendante des notables de tous bords !

Le combat mené par les travailleurs qui sont en grève en Martinique, les mobilisations du 26 mars en Guadeloupe puis du 30 mars en Martinique montrent qu'un certain nombre de travailleurs n'acceptent pas sans combat les attaques patronales et gouvernementales.

Dans les deux îles ces journées de mobilisation ont été organisées par les centrales syndicales, par elles toutes en Guadeloupe et par la CSTM soutenue notamment par la CGTM en Martinique. Au moment où nous écrivons nous ne savons pas encore comment seront suivis les appels de la CGTM à se mobiliser le 9 avril en Martinique en même temps que la journée de mobilisation en France.

Certes les appels des directions syndicales ne sont pas une preuve en soi de combativité des travailleurs.

Néanmoins, une fraction combative de travailleurs a déjà répondu aux appels précédents. En Martinique, le 30 mars, des barrages routiers ont été érigés par des travailleurs montrant ainsi un degré de colère supplémentaire. En Guadeloupe 2000 travailleurs ont défilé le 26 mars dernier.

Dans les deux îles les élections auront lieu en décembre prochain.

Si les travailleurs continuent de se battre ainsi au cours des semaines et des mois qui viennent, ils pourront se faire entendre encore plus fort. C'est de cette façon aussi qu'ils se feront respecter des futurs dirigeants de la CTM (Collectivité Territoriale de Martinique), et de l'Assemblée Régionale en Guadeloupe avant même l'élection de décembre 2015, et après.

En Martinique la grève des travailleurs municipaux montre que bien des maires se comportent en patrons de combat, méprisant les travailleurs. On ne voit pas par quel miracle ces dirigeants politiques et leurs partis changeraient d'attitude dans les futures assemblées locales qui sortiront des urnes en décembre prochain. La plupart de ces maires se donnent une image d'élus responsables à l'égard de l'État français qui leur donne la CTM comme hochet en Martinique. Ils sont responsables et respectueux à l'égard de l'État français qui «fend les reins» des travailleurs et à l'égard des capitalistes qui ont de même.

Les élus dans leur majorité respectent ce système-là : le système capitaliste, et pas les travailleurs. Quand ils disent «défendre la Martinique» ou «la Guadeloupe», en réalité, ils défendent le système d'oppression actuel contre les travailleurs.

Les travailleurs ont tout intérêt à montrer leur force et à se préparer à avoir leurs propres représentants dans les assemblées locales de décembre, afin de ne pas laisser les notables aux commandes sans aucun contrôle. Ainsi, ils borderont eux aussi la CTM et l'Assemblée Régionale, mais avec leur propre camp, celui des travailleurs. Pas celui de l'union des politiciens de tel ou tel regroupement politique.

La grève des municipaux et les autres mouvements de travailleurs, s'ils devenaient le début d'une montée plus forte du mécontentement des travailleurs et des classes populaires auraient de meilleures chances de succès. Mais aussi elles pourraient alors se transformer en une vraie force politique de la classe des travailleurs. C'est aussi dans cet esprit là aussi que Combat Ouvrier et ses militants appellent les travailleurs à se mobiliser. Nous présenterons aux élections à la CTM de Martinique et à l'Assemblée Régionale en Guadeloupe une liste de candidats. Nous appelons tous les travailleurs en activité ou non, les jeunes, les petits commerçants, les petits retraités, les personnes handicapées, tous les membres des classes populaires opprimées à se préparer, avec nous, à envoyer dans les assemblées locales des travailleurs combattifs et donc à rejoindre Combat Ouvrier.

Martinique

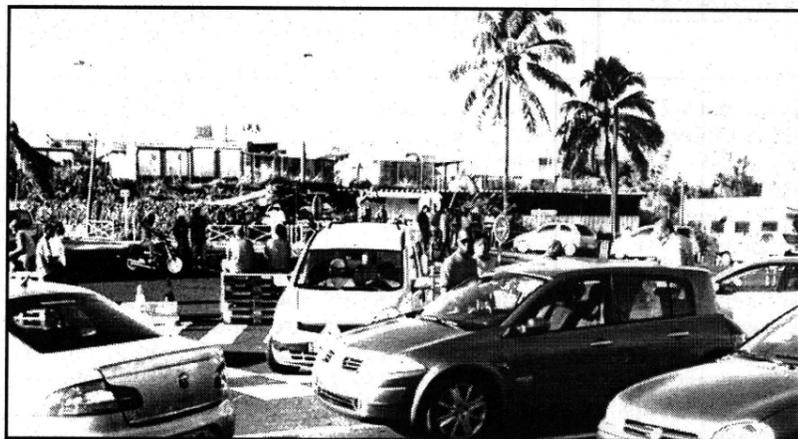
Le ras-le-bol des travailleurs en grève face à un patronat local arrogant

Mobilisés le mardi 31 mars dernier les travailleurs de plusieurs entreprises ont manifesté leur soutien aux grévistes de la fourrière et à ceux de l'entreprise de transport SOTRAVOM. Un appel à la grève générale avait été lancé par leur syndicat, la CSTM (Centrale Syndicale des Travailleurs Martiniquais).

Avant ce mouvement, Antoine Rullebuté président de la Sotravom, co-traitant du réseau de bus Mozaik, desservant des quartiers de Schoelcher, continuait de refuser d'entendre parler de la réintégration de deux salariés victimes de licenciement abusif. A la fourrière départementale, le gérant de la société Caraïbes-Développement continuait de jouer les fortes têtes face aux salariés en grève depuis plus de 65 jours contre le licenciement abusif d'un des leurs, et aussi contre les mauvaises conditions de travail et pour la revalorisation de leurs salaires.

Ainsi dès le matin très tôt, avec des militants syndicaux CSTM, ils ont installé des palettes et bloqué les entrées des zones industrielles de Californie, de la Lézarde et des Mangles. Ils barraient également le dépôt des bus de la CFTU (Compagnie Foyalaise de Transports Urbains) et des autres exploitants du réseau à Fort-de-France, empêchant tout bus de circuler. Les grévistes ont également bloqué l'accès des entreprises de la Sotravom à Schoelcher et de la fourrière départementale du Lamentin.

Le bâtiment de la CACEM (Communauté d'Agglomération du Centre de la Martinique) a été lui aussi barricadé. En effet les deux entreprises en question, la fourrière et la Sotravom, exercent des délégations de



service pour le compte de la CACEM, qui est donneur d'ordre. Et malgré la durée de ces conflits et leurs conséquences sur les salariés et la population, les élus des quatre communes du Centre restaient murés dans un silence assourdissant.

Il a fallu attendre le mercredi 1er avril pour que les élus de la CACEM, notamment Athanase Jeanne-Rose, président de la CACEM et maire de Saint-Joseph, fassent une conférence de presse pour déclarer du bout de la langue qu'ils «ont choisi la voie de la médiation» pour... le jeudi 2 avril. Mais au moment où nous écrivons, les grévistes n'ont pas encore obtenu satisfaction sur leurs revendications qui sont basées sur 10 points.

Quant au président de la Sotravom et au gérant de la société Caraïbes-Développement - la fourrière -, ils ont commencé à rabaisser leur caquet et se sont adressés à la presse pour dire qu'ils sont prêts à négocier, mais sans parler des réintégrations des salariés licenciés.

Alors, les grévistes restent mobilisés. Ils ont suspendu leurs barrages après trois jours de blocage, ils attendent que les fêtes de Pâques soient passées pour continuer leurs

mobilisations.

La grève générale de soutien avait été lancée par la CSTM pour signifier au patronat qu'elle ne tolère pas le comportement méprisant des patrons contre leurs camarades. Et leur mot d'ordre était «patwon ka atatyé, ouvryé ka réponn». Pour ce qui concerne le MEDEF, on ne l'a pas entendu, silence complet. En dehors d'une prise de position de D. Marie-Sainte, conseiller communautaire MIM à la CACEM, les dirigeants politiques de tous bords, qui passent leur temps sur les ondes de radio et télévision à vanter les mérites de ce qu'ils pourront faire dans la future CTM, (Collectivité Territoriale de Martinique), n'ont pas, eux non plus, pointé leur nez sur les ondes, respectueux qu'ils sont devant le patronat.

Et bien, les ouvrières et ouvriers, militantes et militants de plusieurs secteurs d'activités ont répondu à l'appel de leur syndicat, le 31 mars, en bloquant les zones industrielles où sont concentrés les capitalistes. Ils ont ainsi montré à ces exploitateurs et à tous les élus qui sont à leur service, qu'ils n'acceptent pas d'être traités de la sorte, et exigé le respect. Leur mobilisation a marché et c'est tant mieux.

Guadeloupe

Succès de la mobilisation du 26 mars 2015

Le jeudi 26 mars 2015 dix organisations syndicales avaient appelé les travailleurs à une journée de grève et de mobilisation. Près de 2000 travailleurs ont répondu à l'appel et ont défilé dans les rues de Pointe-à-Pitre après un rassemblement devant la Mutualité. Les motifs pour se mobiliser

étaient nombreux et les manifestants ont scandé des mots d'ordre où ils disaient non aux licenciements, à la dégradation des conditions de travail, à la précarité, à l'ouverture des commerces la nuit et à la loi Macron qui autorise l'ouverture 12 dimanches par an au lieu de 5

actuellement. Ils dénonçaient le projet du gouvernement et du patronat de démantèlement du Code du Travail, des services publics, la généralisation du travail précaire.

Les principales revendications étaient le respect de tous les accords et des conventions collectives, des accords du 26

Municipales de Saint-Pierre : un coup d'épée dans l'eau

Suite à l'annulation des dernières élections municipales de Saint-Pierre, de nouvelles élections ont eu lieu les 22 et 29 mars. Au deuxième tour, le maire sortant Raphaël Martine du RDM (Rassemblement Démocratique pour la Martinique) a obtenu 1403 voix (48,03 %). Il a été battu par Christian Rapha du PRM (Parti Régionaliste Martiniquais) avec 115 voix d'écart (1518 voix, 51,97 %). Au premier tour c'est R. Martine qui avait eu le plus de voix (1313), contre 1258 voix à C. Rapha et 121 voix à Eliane Cesto du PPM (Parti Progressiste Martiniquais) qui avait été éliminée. C. Rapha doit donc en grande partie son élection à l'appel à voter pour lui lancé entre les deux tours par E. Cesto et le PPM. Cet appel n'a pas été une surprise. Cela fait déjà quelque temps que Chantal Maignan, dirigeante du PRM, affiche sa volonté de rouler pour le rassemblement autour du PPM « Ensemble pour une Martinique

Nouvelle», notamment lors des prochaines élections de l'Assemblée Unique, prévues en décembre 2015. Le PPM n'a fait que renvoyer l'ascenseur. Chantal Maignan comme Christian Rapha, qui ont quitté l'UMP en 2010, clament leur attachement à une politique de droite. Le nouveau maire de Saint-Pierre l'a réaffirmé dans France-Antilles du 31 mars : « Je suis bien un homme de droite... ». Il se qualifie de « droite, tendance progressiste... ». Cela peut faire plaisir à S. Letchimy qui, comme d'autres dirigeants de la majorité régionale, s'était déplacé entre les deux tours pour le soutenir sur le terrain. Sur sa lancée, C. Rapha se dira-t-il dans quelques semaines « progressiste, tendance de droite... » ? Il n'y a pas lieu de s'étonner de ces glissements de langage. Cette droite et cette prétendue gauche sont d'accord sur l'essentiel. « Il s'agit aujourd'hui de développer la Martinique et je ne suis pas gêné de travailler avec des Martiniquais au

service de la Martinique » a déclaré C. Rapha. Pour « développer la Martinique » - c'est-à-dire en réalité les profits du patronat martiniquais - il soutient Letchimy qui a le même credo politique. Lequel Letchimy soutient le gouvernement de Hollande-Valls, qui se prétend de gauche en menant une politique de droite à la grande satisfaction des grands groupes capitalistes. Ces préoccupations sont d'ailleurs celles de toutes les grandes tendances du petit monde politique martiniquais. Marie-Jeanne et son « camp des patriotes », qui soutenaient R. Martine, ne défendent pas davantage les couches populaires que leurs concurrents quand ils parlent de développement de la Martinique. Ceux des électeurs pierrotains qui ont cru voter pour le changement en portant C. Rapha à la mairie, pourront rapidement voir qu'il s'agissait plutôt d'un coup d'épée dans l'eau.

La stèle du mépris démolie

Il y a quelque temps une stèle a été érigée à la Pointe Allègre à Sainte Rose en hommage à l'arrivée des premiers colons en Guadeloupe. Le cercle Auguste Lacour qui rassemble une partie des békés en est l'auteur. En somme la stèle rendait hommage à ceux qui se sont conduits en occupants, contre les Caraïbes qui peu à peu ont été détruits, à ceux qui ont organisé la traite et l'esclavage. Dimanche 29 mars, une mobilisation a été organisée par plusieurs organisations politiques, syndicales et culturelles sur les lieux pour détruire et brûler ce symbole du colonialisme et de la barbarie ! Plus de 200 personnes se sont rassemblées pour réaffirmer leur lutte contre le mépris des descendants d'esclavagistes. Il s'agissait aussi de refuser la banalisation de l'extermination des Caraïbes, de la

traite négrière et de l'esclavage des noirs. Plusieurs orateurs ont pris la parole pour rappeler ce passé encore douloureux en Guadeloupe. Certains ont réclamé des réparations pour les descendants d'esclaves. Pour eux, ce serait le seul moyen, moral et financier, de reconnaître les torts causés aux premiers occupants de la Guadeloupe et aux esclaves par les colonisateurs et par les gouvernements actuels. En réalité, de réparation véritable il n'y aura que quand les filles et fils d'esclaves pourront enfin profiter de toutes les richesses de l'humanité que leurs ancêtres esclaves ont contribué à créer. Cela ne sera possible que par un changement radical de la société et son remplacement par une société libérée de toute oppression !

Conseil départemental - La lutte pour les postes tourne à l'avantage de madame Borel Lincertin.

A l'issue des élections départementales en Guadeloupe, c'est madame Borel Lincertin qui a été élue présidente du tout nouveau "Conseil Départemental" qui remplace le Conseil Général. Elle était soutenue par Eric Jalton, député maire des Abymes avec son groupe, proches de la gauche socialiste et par Victorin Lurel président du Conseil Général et la fédération locale du parti socialiste français. L'ex président Jacques Gillot du GUSR (Guadeloupe unie-socialisme et réalité), autre clan proche du PS local, ne s'est même

pas présenté à l'élection du président, tant il était évident que madame Borel Lincertin bénéficiait d'une très large majorité annoncée. Ainsi, la guéguerre entre eux, Lurel et le PS local d'une part et le GUSR de l'autre, tourne pour l'instant à l'avantage des premiers. On sait que l'une des divergences portait sur l'assemblée unique que défendent Gillot et le GUSR et dont Lurel et le PS local ne veulent pas pour l'instant. Mais il s'agit là d'une feuille de vigne cachant mal la lutte pour les postes entre les deux clans !

Mini-entreprises, maxi manipulation

Depuis mars 2014, dans plusieurs établissements scolaires de l'académie, se développent de nouvelles pratiques pédagogiques : les mini-entreprises. Ces mini-entreprises (mini-sociétés anonymes dotées de mini-PDG) réunissent des jeunes, qui y proposent des activités diverses : fabrication de bijoux, vente de pizzas, lavage de voitures, etc. Il s'agit d'initiatives parrainées et encadrées par une organisation nommée « Entreprendre Pour Apprendre (E.P.A.) France ». L'implantation d'une représentation de cette fédération en Martinique a été rendue possible grâce à la collaboration très étroite entre la rectrice de l'académie et la Chambre de Commerce de Martinique où est installé le siège de la filiale EPA Martinique et où s'est tenue le jeudi 19 mars 2015 une assemblée générale. Les buts avoués de la fédération EPA, qui appartient au réseau mondial « Junior Achievement Worldwide », réseau né aux États-Unis en 1919, est de préparer les jeunes au monde professionnel. Et l'un de ses dirigeants, Jérôme Gervais, lié à la société ADECCO, leader mondial de l'intérim, précise qu'il s'agit de cette manière « de rapprocher davantage le monde de l'éducation du monde de l'entreprise ». Le public concerné comprend autant les jeunes,

puisqu'il va du primaire au supérieur (de 8 à 25 ans), que les enseignants. EPA France est soutenu par le MEDEF (le grand patronat français), la CGPME (le petit et moyen patronat français), bien connus pour leurs offensives permanentes pour obtenir des différents gouvernements que le code du travail et les quelques dispositions qu'il contient soient réduits à néant. Parmi les soutiens de cette fédération, on trouve également la Hong Kong and Shanghai Banking Corporation (HSBC), une banque qui est impliquée via sa filiale suisse dans un scandale de fraude fiscale portant sur plus de 180,6 milliards d'euros en 5 mois (novembre 2006 à mars 2007). De beaux parrains pour les jeunes que certains veulent encourager à accéder à l'échelle des affaires ! Et la listes des soutiens est encore longue. La création et le développement des mini-entreprises dans les établissements scolaires constituent une offensive des milieux économiques et patronaux pour investir l'École, avec la bénédiction du ministère de l'Éducation nationale. Le véritable objectif visé est d'éradiquer tout esprit critique, toute conscience de classe, et de donner aux jeunes, mais également à leurs enseignants, une « vision

positive » de cette société et du système capitaliste après un formatage idéologique. Que cette filiale EPA Martinique soit domiciliée à la CCIM, structure présidée par Manuel Baudoïn, que le Conseil régional de Martinique soit impliqué au plus niveau via le président de sa Commission Éducation, Daniel Robin, membre éminent du MEDEF Martinique, ne sont pas des actes neutres. Tout cela révèle la soumission des responsables et des dirigeants politiques, actuels et passés, au capitalisme et au marché ; ils œuvrent pour que ce dernier imprime sa marque dans l'organisation de l'école. « Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes » a fort justement dit Karl Marx. Autrement dit, la classe des capitalistes, « qui est la puissance matérielle dominante » de la société actuelle est aussi « la puissance dominante spirituelle » et cherche à imposer partout et par tous les moyens, ses choix économiques, ses valeurs, ses principes à toute la société. Ces valeurs et choix économiques doivent être dénoncés car tout cela se développe au détriment du rôle de l'école dans le développement d'une vraie culture générale qui n'a rien à voir avec l'appât du gain.

Nouvelle mobilisation à la Mission Locale

Les agents de la Mission Locale ont eu vite fait de comprendre que le recul de leur direction suite à leur grève de deux jours n'était que du cinéma. Dès la reprise du travail, les dirigeants ont bafoué leurs engagements. Ramdini, occupé par sa campagne électorale pour le Conseil départemental n'a pas jugé utile de se rendre à la première réunion du comité de suivi fixée le vendredi 27 mars. Les travailleurs l'ont attendu vainement notamment pour mettre en place le calendrier de rattrapage des salaires des emplois d'avenir. C'était l'un des premiers acquis de la grève. Les engagements de remboursement des frais avaient eux aussi évolué à la baisse entre le jour de la négociation et celui de la reprise du travail. Lors d'une assemblée générale le mercredi 25, une majorité de travailleurs a donc décidé d'exiger la signature d'un protocole d'accord en bonne et due forme, reprenant l'ensemble des engagements actés par le directeur et le bureau de la Mission Locale le vendredi précédent. Après avoir informé tout le personnel de l'absence du président à la première réunion du comité de suivi, ses membres ont lancé un appel par mail pour une action collective. Ils ont signalé deux possibilités de rencontre du

candidat Ramdini. L'une des possibilités était un rendez vous fixé le samedi matin à 8 heures, directement à sa permanence de campagne pour signer le protocole. L'autre était de le rencontrer lors d'un passage à la télé, à Canal 10 le vendredi, ce que ne souhaitait pas Ramdini. Très peu de salariés pouvaient s'organiser pour s'y rendre le jour même. Cinq d'entre eux se sont pourtant déplacés pour se rappeler à son souvenir et lui ont remis le document à lire pour signature le lendemain. Samedi matin, une vingtaine d'agents se sont regroupés à la permanence du candidat Philippe Ramdini à Capesterre Belle-Eau. Le directeur Max Laurent qui devait être en campagne à Sainte-Anne et avait dans un premier temps décliné l'invitation, était présent et a lui aussi signé le protocole d'accord. Les salariés ont appris à se faire entendre. L'exaspération due aux mauvaises conditions de travail et aux retards de salaire a explosé. Ils ont intérêt à rester unis et actifs pour obliger leur direction à appliquer le protocole et les Conseil Départemental et Régional à débloquer de l'argent pour le fonctionnement au quotidien de la structure. C'est le nouveau combat qui les attend.

Fête annuelle de Combat Ouvrier

Le dimanche 26 avril à l'Arche à Baie-Mahault (pas loin du Pako),
de 12h à 20 h :
- Apéritif et déjeuner en musique.
Menu :
- Entrées : Coquille de poisson, salade campagnarde et salade de fruit à pain.
- Plat : poulet tandoori (mariné à l'indienne) ou bœuf à la provençale ou brochette de poisson.
- Accompagnements : riz blanc et consommé de haricots rouges, gratins de légumes variés.
- Dessert : glace.
- Vin, champagne à la demande. Café.

- 15h30 : A l'espace forum : exposé suivi de débat : Élections départementales et régionales, à la Collectivité Territoriale de Martinique : la position de Combat Ouvrier
- 16h30 : début du bal titane.
- 17h15 : à l'espace forum exposé scientifique par le Dr Audrey Robinel : « Intelligence artificielle : Faut-il avoir peur des robots ? »
Tout au long de la fête vous pourrez :
- Consulter nos panneaux sur l'activité de nos camarades dans les entreprises et sur nos positions politiques.
- Vous entretenir avec nos camarades sur la politique, la vie, l'activité de Combat Ouvrier.

- Laisser vos enfants s'amuser au château gonflable.
- Acheter ou consulter livres, brochures et documents à la librairie de la fête.
- Prendre une collation aux stands réservés à cet effet.
- Commander des boissons au bar.
- Faire des achats à bas prix au « marché aux bonnes affaires ».
- Pour les jeunes : jouer aux jeux vidéo.
- Participation aux frais : 25 euros (15 euros pour les moins de 12 ans). Cette participation comprend l'apéritif, le repas et toute l'animation de la fête, à l'exception des collations, du bar et du champagne.
Contact : 0590 82 92 94 ou 0690.72.61.33
email : redaction@combat-ouvrier.net

La flexibilité... du gouvernement devant les exigences patronales

Après l'ANI et la loi Macron, qui facilitent les moyens légaux de licencier les travailleurs, le patronat réclame encore « plus de souplesse » et « plus de flexibilité » dans les contrats de travail. Argument éculé et rabâché, il prétend que le CDI constituerait un frein à l'embauche... Et le gouvernement, docile, étudie la possibilité d'étendre le contrat de chantier, utilisé déjà dans le

bâtiment, à d'autres secteurs : informatique, services, etc. Ce contrat permet au patronat de licencier le salarié sans la moindre entrave à la fin du chantier. La mission du gouvernement, c'est de satisfaire les désirs des patrons. On en a, une fois de plus, la démonstration : dès qu'un chantier de démolition des droits des salariés est achevé, il en ouvre un autre.

Grève des salariés de la mutuelle UFR

Les agents de la mutuelle UFR (Union Fraternelle du Robert) sont en grève depuis le 23 mars. Ils réclament des augmentations de salaires pour tous et la fin du harcèlement au travail dont le directeur est coutumier.

Le monsieur s'est déclaré surpris du déclenchement de la grève. Dans une longue interview au journal France-Antilles, il a même expliqué que les représentants du personnel et ceux au comité d'hygiène ne soulevaient aucun problème. Bref, tout allait très bien.

Il n'est pas l'avis des 70% des 15 agents qui restaient en grève pendant plus de 10 jours et ce malgré les pressions exercées par le directeur pour la réouverture de 4 agences sur 6. Les salariés, soutenus par le syndicat CGTM-M, estiment qu'ils se faisaient

«tourner en bourrique» lors de négociations annuelles obligatoires qui n'aboutissaient pas, alors qu'à l'UFR, des agents touchent à peine 1000 euros net. Ils dénoncent aussi de grandes disparités dans les salaires, notamment entre ceux des employés et celui de la direction qui s'octroie plus de 15000 euros mensuels... Ils se sont mobilisés aussi pour exiger le respect et face à l'attitude méprisante de ce directeur qui entendait traiter les employés comme des enfants.

Après avoir trépané devant la fermeture de «ses» agences, le directeur a décidé de réunir son conseil d'administration pour examiner les revendications des agents. Il n'est pas pressé. Les agents restent déterminés et continuent la grève.

Suppressions de postes à la BNP PARIBAS

Les banques AFB (SGBA, BFC, BIP et BDAF) ont toutes des plans visant à se désengager des Antilles Guyane et à supprimer des centaines de postes. Ainsi c'est au tour de la BNP PARIBAS d'annoncer un plan de départs dits volontaires qui au terme de 3 ans supprimera 72 postes à la Guadeloupe et 150 postes aux Antilles Guyane. Les indemnités proposées sont ridiculement faibles lorsqu'on sait que la BNP PARIBAS a dégagé un bénéfice

avant impôt en 2014 de près de 6 milliards d'euros. Elle prétend perdre de l'argent dans sa filiale des Antilles que la maison mère pourrait facilement renflouer. Mais pour satisfaire les actionnaires, la direction préfère supprimer des postes dans des départements où le taux de chômage explose.

Les salariés sont inquiets mais savent qu'ils devront se battre et réagir.

Guadeloupe

Succès de la mobilisation du 26 mars 2015

Suite de la P.1



rier (accord Bino) et du 4 mars 2009, des augmentations de salaires, l'arrêt des plans sociaux, des licenciements, l'amélioration des conditions de travail, l'arrêt de la répression syndicale. Les manifestants exigeaient également des solutions aux problèmes actuels et en particulier l'eau, l'essence, la pêche etc.

Il faut dire que de nombreux problèmes sociaux interviennent en ce moment notamment dans le secteur des banques où il y a eu des suppressions de postes suite à des restructurations. D'autres secteurs sont aussi concernés comme la CCI où des pressions sont annoncées en vue de la réduction des dépenses de l'État. A la Mission Locale, les salariés ont dû se mobiliser pour obtenir le paiement du salaire de février et mars, l'hôtel Salako est en attente d'un jugement judiciaire depuis le 17 et est menacé de liquidation. À la MFR les salaires ne sont pas payés irrégulièrement et

les travailleurs craignent des licenciements.

Dans certains secteurs la grève a été suivie, comme à Cap Excellence, le centre Sonis, au Syvade, à Albioma, BCA/SGDM, les transports Karulis, Arcelor Mittal. Les douaniers ont bloqué la direction de Basse-Terre et obtenu une audience. Ils dénoncent la récente baisse de prime et donc de rémunération et celle des effectifs par le non remplacement systématique des départs à la retraite. Dans d'autres entreprises, les militants ont participé à la manifestation même s'il n'y a pas eu de grève dans l'entreprise.

Lors des interventions qui ont eu lieu à la fin de la manifestation, la plupart des responsables syndicaux ont affirmé que cette mobilisation n'était qu'un début et que le mouvement devait se poursuivre car la situation sociale se dégrade de plus en plus et les attaques contre les travailleurs sont de plus en plus nombreuses.

Guadeloupe

Générale des Eaux : débrayage des ouvriers

Le jeudi 2 avril, 70 travailleurs ont débrayé pendant 2 heures pour protester contre leurs conditions de travail depuis qu'un tiers des effectifs a été supprimé. En effet, en décembre dernier, les cadres de l'entreprise ont mené un blocage au profit de la direction. Le directeur Certain avait obtenu un accord qui lui permettait à la fois d'empocher 15 millions d'euros et de se débarrasser de 120 salariés, transférés au SIAEAG (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau et d'Assainissement de la Guadeloupe).

Depuis le mois de janvier, les cadres et la direction ont refusé d'organiser les transferts des salariés. Les travailleurs - qui ne connaissent ni leur lieu d'affectation, ni leurs nouveaux horaires !- ont dû gérer eux-mêmes leur départ de l'entreprise. Certains des cadres qui avaient réclamé le soutien des travailleurs durant leur blocage de décembre ont préféré prendre des congés durant la période des transferts.

Pour les travailleurs non concernés par les transferts, la direction a décidé d'une nouvelle

organisation des équipes dans l'unique but de faire des économies. Elle envisage des fermetures de sites pour réduire les coûts de locaux. Des ouvriers seront chargés de nouvelles missions pour lesquelles ils n'ont pas été formés. Et la nouvelle organisation risque de dégrader encore la qualité du service. Jusqu'alors, pour éviter des risques pour la santé des consommateurs, les équipes affectées au réseau d'eau potable étaient différentes de celles s'occupant du réseau d'assainissement. Ainsi le matériel de travaux des eaux usées ne risquait pas de polluer les conduites d'eau potable. La nouvelle organisation prévoit qu'une même équipe pourrait gérer les pannes des deux secteurs ! Le service d'astreintes, qui permet de faire des réparations d'urgence sur le réseau pendant les week-ends, sera revu à la baisse. Premièrement, un travailleur d'astreinte devra couvrir plus de communes qu'auparavant. Deuxièmement, pour réduire les primes à verser au personnel d'astreinte, la direction aurait

transmis la consigne de ne pas effectuer les réparations urgentes : «Fermer la vanne, la réparation attendra le lundi». Troisièmement, avant c'étaient les salariés qui organisaient eux-mêmes des équipes d'astreintes, désormais ce sont les cadres qui forment des équipes à la tête du client. Le directeur Certain s'est même moqué du monde : il a voulu montrer son «dévouement» en s'inscrivant lui aussi sur le régime d'astreintes. Il a probablement «oublié» que son super salaire de directeur comprend déjà une prime pour gérer à tout moment les problèmes de l'entreprise.

Pour protester contre ces nouvelles conditions de travail, les ouvriers ont raison de ne compter que sur eux-mêmes. L'an passé, la direction et les cadres appelaient les ouvriers à se mobiliser « pour sauver l'entreprise », afin que le SIAEAG paye des millions d'euros à la Générale des Eaux. Maintenant que les caisses de l'entreprise sont bien pleines, on voit bien qu'il y a deux camps : celui des ouvriers et celui de la direction.

Échos des entreprises ... Échos des entreprises ...

GUADELOUPE

L'ÉCHO DE L'AÉROPORT

Air Caraïbes : vous vous sentez discriminé ? Prenez la porte !

Un pilote guadeloupéen travaillant sur A330 pour Air Caraïbes Atlantique a osé porter plainte devant les Prud'hommes pour discrimination concernant son évolution de carrière. Aux Prud'hommes, la direction a produit un document, résultat d'un test sur simulateur, selon lequel le pilote aurait échoué, et qui porterait sa signature. Le pilote a alors affirmé qu'il n'a rien signé, qu'il s'agit d'un faux en écriture. Il a donc porté plainte au tribunal, qui doit se prononcer le 21 avril. En attendant, la direction d'Air Caraïbes l'a licencié.

Les pilotes font circuler une pétition pour le soutenir face à cette décision inique.

Air Caraïbes... ou «Intérim Air» ?

Depuis cinq ans, la compagnie Air Caraïbes Régional a réduit les effectifs de plus de 80 personnes sur les Antilles et la Guyane. Ce sont des intérimaires qui, parfois depuis des années, complètent le personnel en CDI pour que le travail soit fait. Dans certains services, il y a parfois plus d'intérimaires que de CDI. Les premiers ayant malheureusement moins de garanties et d'avantages que les seconds...

On comprend mieux les dernières grèves des personnels de Corsair, à qui Rochet et Dubreuil proposaient de démissionner et de signer un nouveau contrat.

ÉCHO DES TÉLÉCOM

On connaît la musique

Stéphane Richard a annoncé la stratégie du groupe pour les

années à venir. Le dividende sera garanti à 60 centimes d'euro minimum. Comme d'habitude, c'est nous qui en ferons les frais : 3 milliards d'euros d'économies entre 2015 et 2018, au mieux un salarié sur trois partant en retraite sera remplacé, et 250 boutiques seront fermées. Ça s'appelle "Essentiels 2020" et l'essentiel sera de savoir s'y opposer collectivement.

Forte amende pour Orange

La cour de cassation a confirmé une amende de 59,5 millions d'euros infligée en 2009 à Orange Caraïbes pour "avoir freiné abusivement le développement de la concurrence". L'autorité de concurrence avait été saisie par Bouygues télécom et Outremer télécom. Orange a sans doute gagné bien plus d'argent que le montant de l'amende pour ses malversations. Si ces millions avaient été répartis pour les salariés au moins, ça aurait été bien, mais c'est pour les gros actionnaires qu'Orange fraude ainsi.

ÉCHO DES HÔPITAUX

Bloc op : la colère des IBODE

Le 28 mars, le personnel du bloc opératoire avait prévu d'offrir une journée «porte ouverte» à la population. Une fois toutes les démarches administratives faites, la journée fut préparée pendant des mois avec tout ce qu'il fallait en investissement moral, physique, financier et heures supplémentaires. Et puis patatras !! La veille du jour J la direction annule la journée sous prétexte d'insécurité ! Le personnel a reçu cette annonce pour ce qu'elle était, un manque de respect doublé d'insulte grave ! Les IBODE ont répondu à l'insulte en stoppant le travail durant une demi-journée.

CHU : Les AMA mobilisés

Depuis le 23 mars, les Assistantes Médico-Administratives sont mobilisées dans le hall d'accueil du CHU. Elles invoquent leur droit de retrait devant la chaleur étouffante qui règne dans leurs bureaux provoquant de nombreux malaises, les archives qui dévorent leur espace vital et qui provoquent des accidents. Des conditions de travail indignes qui les ont poussées à réagir, et le mouvement continue même si la direction répond, pour l'instant, par le chantage et l'intimidation.

MARTINIQUE

CHANTIERS EN LUTTE Les salariés de la métallurgie ont pris connaissance de la loi Macron

C'est ainsi qu'à Biométal ou à Arcelor-Mittal, les salariés ont pris connaissance en assemblée générale de ce que le gouvernement de Hollande a encore pondu comme loi pour permettre au patronat d'être encore plus à l'aise pour s'en prendre aux intérêts des travailleurs.

Par exemple, un patron pourra désormais licencier un salarié quand bon lui semble. Mais plus grave, le représentant du personnel ne pourra plus s'y opposer.

Alors tous en grève pour le 9 avril

Les travailleurs de la métallurgie de Biométal et d'Arcelor-Mittal ont décidé de se mobiliser le 9 avril contre cette loi scélérate, en même temps que les organisations syndicales en France. Ils sont décidés à montrer ce jour-là à leurs exploités qu'ils ne restent pas les bras croisés sans réagir. Ils ont bien raison.

En bref... En bref... En bref...

Le Pen, père et fille, une comédie qui ne fait rire personne

Jean-Marie Le Pen a réaffirmé ses propos sur les chambres à gaz considérées comme un «point de détail» de l'Histoire et qu'il ne les avait regrettés «à aucun moment», ajoutant qu'il y avait de «ferveurs pétainistes au FN», ce qu'on a aucune peine à croire.

Selon un jeu de rôle bien rôdé, Marine Le Pen s'est empressée de prendre ses distances avec celui

qui reste, outre son père, le président «d'honneur» du FN, le qualifiant au passage de «punk» en raison de son esprit «provocateur». Il rappelle à ceux qui croient que le FN est un parti nouveau que c'est un repaire pour nombre de réactionnaires, d'antisémites, racistes, anti-communistes, foncièrement anti ouvriers.

Banquiers voleurs et menteurs.

Les banques françaises s'étaient

engagées à recruter 40 000 personnes entre 2015 et 2017. Mais malgré des profits qui atteignent des sommets, elles continuent à supprimer des postes en masse : plus de 15 000 entre 2011 et 2014 pour la BNP, la Société Générale, la BPCE et le Crédit Agricole. En plus d'être voleurs, les banquiers sont menteurs. Et responsables du chômage.

Des candidats tous au service des possédants

Au final, 166 partis ont été retenus par le CEP (Conseil Électoral Provisoire) pour se présenter aux élections législatives le 9 août et présidentielles le 25 octobre. Ils ont jusqu'à mi-avril pour se regrouper en plate-forme ou alliance et présenter leurs candidats aux différents postes. Tous ces partis pourraient se rassembler en un seul, tant ils ne représentent que les intérêts de la classe possédante. A travers leurs slogans et leurs sigles affirmant : « la défense de la démocratie, de la nation haïtienne, des paysans, des jeunes, les social-chrétiens, le camp du peuple, la Vérité, l'Unité, Lavalasse et autres Respect », aucun d'eux n'attaque la bourgeoisie, les possédants et encore moins ne parle des intérêts de travailleurs, des pauvres.

Les ouvriers de la zone industrielle ne sont pas dupes et

ironisent sur cette foule de candidats avides de postes. Ils savent de quoi ils parlent car ils voient des patrons-candidats comme Apaid ou Backer agir au jour le jour dans les entreprises. Le parti de Backer porte le sigle « Respect », tout un programme ! Il clame dans les médias qu'il veut le respect pour le peuple haïtien, marche en tête de la marche pour la dignité des Haïtiens à Saint Domingue mais il montre son vrai visage en exploitant les ouvriers de ses entreprises de textile. Il a ordonné de travailler le vendredi de Pâques, sinon c'est le renvoi et pour la paye il a fallu attendre le samedi soir pour la toucher. Une routine d'exploitation que dénonce un article de la Voix des Travailleurs publié par les camarades de l'OTR (Organisation des Travailleurs Révolutionnaires) dans leur numéro du 17 mars.

Élections en France : après sa défaite électorale, le PS poursuit les attaques contre les travailleurs

En France, les résultats des élections départementales de mars derniers ont été marqués par la défaite du parti socialiste. Il a entraîné derrière lui les autres groupes se réclamant de la gauche : les écologistes et le Front de Gauche. Actuellement, la droite a pris la direction de 67 départements alors qu'elle en avait auparavant 40. Tandis que la gauche a 34 départements contre 57 avant les élections.

Le Parti Socialiste (PS) a perdu 22 départements au profit de la droite UMP. Le PS a aujourd'hui 26 départements contre 48 auparavant et l'UMP dirige 43 départements. Les représentants de l'UMP comme Sarkozy, Fillon, Juppé jubilent après la victoire de leur parti. Quant au FN (Front National), le parti de Marine Le Pen se réclame d'être la troisième force politique. Il surfe sur le découragement et la démobilisation des travailleurs et des classes populaires. Il prétend que ce sont les pauvres : les travailleurs immigrés, ceux qui touchent les aides sociales, qui sont responsables de la dégradation de la situation économique. Mais, aucun de ces politiciens ne s'en prend à la bourgeoisie, aux banquiers, aux grandes sociétés qui encaissent des milliards grâce à l'exploitation des travailleurs.

Ces partis de droite se frottent

les mains car ils voient déjà leur victoire aux élections régionales à la fin de l'année, puis à l'élection présidentielle de 2017.

Cette victoire de la droite est le résultat de la politique menée par François Hollande depuis son arrivée au pouvoir. Il avait déjà affirmé bien avant les élections, que peu importent les résultats, il ne changera pas de politique. Le premier ministre Manuel Valls, malgré la défaite électorale, et aussitôt les élections terminées, a prévu de mettre en place d'autres attaques contre les travailleurs. François Hollande et son gouvernement se félicitent de la croissance économique, qui se rapproche des 1% pour justifier leur politique. Ils font croire à la population qu'ils sont en bonne voie, que tout ira bien, que c'est en poursuivant cette politique que la croissance dépassera les 1,5% et que leur priorité c'est l'emploi. Mais en réalité tout ceci n'est que de la poudre aux yeux. Leur politique ne changera rien pour les millions de chômeurs et de travailleurs, au contraire.

On sait déjà à qui ces soi-disant réformes vont profiter. Le gouvernement prévoit de faciliter les licenciements quand les résultats de l'entreprise ne sont pas bons. « Il faut que les patrons ne se sentent pas pieds et poings liés », telle est leur devise. Cette idée n'est pas nouvelle. Depuis

l'élection de Hollande à la présidence, il y a eu l'Accord National Interprofessionnel (ANI), le Crédit d'Impôt pour la Compétitivité et l'Emploi (CICE) et la loi Macron adoptée en première lecture par les députés. Ces lois anti-ouvrières donnent plus de flexibilité aux patrons et travaillent le peu d'acquis que les travailleurs ont gagnés par le code du travail. Les patrons font déjà ce qu'ils veulent, ils embauchent et débauchent à leur guise, en démantibulant le code du travail avec l'aide du gouvernement.

Comment peut-on faire croire que c'est en licenciant que l'on va créer des emplois ?

Pendant ce temps, les bénéficiaires des quarante grandes entreprises françaises (le CAC 40) ont vu exploser leurs profits de plus de 37% en 2014. Elles ont versé à leurs actionnaires 56 milliards d'euros l'année dernière.

Toujours plus de cadeaux pour le patronat, telle est la politique qu'Hollande et sa clique continueront de mener. Ils n'hésitent pas à prendre le risque de se discréditer auprès de la population laborieuse, y compris en menant leur propre parti à l'abattoir.

Les travailleurs et la population pauvre n'ont rien à attendre de tous ces politiciens qu'ils soient du PS, de l'UMP ou du FN. Ils ne pourront compter que sur leurs propres forces dans des luttes collectives qui pourront imposer au patronat l'interdiction de licenciements, de meilleurs salaires et conditions de travail.

YEMEN

La population victime des milices et des frappes aériennes

Depuis le 26 mars, l'Arabie Saoudite, à la tête d'une coalition d'une dizaine de pays du Golfe, a déclenché des frappes aériennes sur le Yémen. Ce pays de 24,4 millions d'habitants est situé au sud de la Péninsule Arabique, il est donc frontalier de l'Arabie Saoudite.

Cette dernière soutient les milices sunnites et s'oppose, par factions interposées, à l'Iran, qui lui soutient les milices rivales chiites. En 2011, des manifestations populaires similaires à celles qui avaient permis de chasser du pouvoir le dictateur yéménite, Ali Abdallah Saleh. Il avait été remplacé à la tête du pays par le vice-président Abd Rabo Mansour Hadi.

Aujourd'hui, les milices Houthis, de confession chiite, se sont alliées à des militaires restés fidèles à l'ancien président Saleh, alors que les milices de Confédération sunnite soutiennent le président Hadi. Ce dernier s'est réfugié en Arabie Saoudite face à l'avancée des rebelles Houthis.

Par ailleurs, l'Al Qaeda en Péninsule Arabique (AQPA) et le groupe

rival État Islamique sont présents dans l'est du pays et attisent les haines entre les populations chiite et sunnite pour se constituer des troupes.

Dans ces rivalités pour le pouvoir et pour la domination sur le Yémen de la part de grandes puissances locales, l'Arabie Saoudite et l'Iran, la population civile paie le prix fort. En deux semaines, les combats et raids aériens ont fait plus de 500 morts et 1700 blessés.

Lors des manifestations de 2011, la population avait manifesté toutes confessions confondues contre l'oppression d'un dictateur. Elle se retrouve aujourd'hui impuissante, prise sous les feux croisés des milices rivales et victime des appétits des puissances locales. Au Yémen comme dans d'autres pays arabes, cette population n'est pas parvenue à se doter d'une direction issue d'elle-même et qui représente ses intérêts. Sa révolte lui a échappé au profit de chefs de guerre qui attisent les haines et s'apprêtent pour pouvoir l'opprimer.

Grève à Radio France : Non aux économies sur le dos du personnel



Le 7 avril, le personnel gréviste de Radio France, groupe public comprenant notamment France Info et France Inter, a reconduit la grève jusqu'au lendemain, pour une 21^e journée. Les grévistes veulent maintenir la pression jusqu'au lendemain, jour où le PDG Mathieu Gallet doit enfin dévoiler son plan d'économies, qui prévoit entre 300 et 380 « départs volontaires ».

Les grévistes sont confrontés non seulement à leur PDG, Mathieu Gallet, mais aussi à l'hostilité du gouvernement soi-disant socialiste.

Le 27 mars, Manuel Valls a déclaré : « Il faut que cette grève s'arrête. Il faut que Mathieu Gallet nous fasse des propositions pour redresser Radio France ». Le Premier ministre a mis ainsi la pression sur le PDG, à qui il a pourtant ordonné, avec sa ministre Fleur Pellerin, de se débrouiller pour faire 50 millions d'euros d'économies d'ici 2019. Et cela alors que la redevance audiovisuelle, qui finance les chaînes de télévision et de radio publiques, n'a cessé d'augmenter chaque année passant de 116

euros en 2008 à 136 euros cette année.

En haut fonctionnaire discipliné, Gallet a concocté tout un tas de mesures d'austérité aboutissant à plusieurs centaines de suppressions d'emplois. C'est d'ailleurs essentiellement contre cela que se dressent les grévistes, bien qu'ils soient aussi révoltés par les coûteux privilèges que le PDG s'est octroyés, en faisant rénover son bureau et en se payant les services d'un consultant en communication.

Même si la grève semble tirer à sa fin, à l'heure où nous écrivons, les salariés en grève ont montré qu'ils sont complètement indispensables à la bonne marche de leur radio. Malgré la présentation de la grève comme très minoritaire, les assemblées générales quotidiennes ont réuni de nombreux salariés, et pendant trois semaines les antennes de Radio France n'ont passé que de la musique enregistrée. Les grévistes ont montré chaque jour par leur mobilisation qu'ils n'acceptent pas de faire les frais de la politique d'austérité du gouvernement sans réagir

Martinique

Combat Ouvrier t'invite au déjeuner de soutien Le dimanche 19 avril 2015 de 12 h à 19 h Habitation « Malgré Tout » (Petit Galion)

Programme

12h - 14h Pot d'accueil. Repas en musique. Chaque participant aura droit au pot d'accueil, à un repas chaud et à une boisson. Les consommations supplémentaires de boisson seront payantes.

(Buffet froid, Plat Chaud, Dessert)

14h15 Allocution

Après-midi culturelle

14h30 : La mission Rosetta, un exploit scientifique de l'homme : intervention de Maurice Henry suivie d'un débat.

15h30 - 19h Animation musicale avec DJ

Vous pourrez également :

- Acheter, consulter lire, brochures et documents présentés sur la table de lecture.

- Consulter nos panneaux-exposition sur nos positions politiques. Vous entretenir avec nos camarades sur la politique, la vie, l'actualité de Combat Ouvrier.

Participation : 25 euros

Demandez dès maintenant votre carte d'entrée aux militants.

Elle sera exigée à l'entrée Combat Ouvrier BP 821. 97258 FORT DE FRANCE CEDEX.

Site Internet :

<http://www.combat-ouvrier.net>

Pour nous écrire sur Internet :

redaction@combat-ouvrier.net

Tél : 0696286212

ABONNEMENT

12 MOIS :
SOUS PLI FERME 33 €
SOUS PLI OUVERT 25 €

Je désire m'abonner au journal
COMBAT OUVRIER pour une
période de mois.

NOM :

Prénoms :

Adresse :

Ci-joint par chèque la somme de Euros.

règlement par chèque adressé à

M. Philippe ANAIS - Combat Ouvrier.
1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.
Antilles françaises

COMBAT OUVRIER

Responsable de publication
P. ANAIS
Adresser toute correspondance

EN GUADELOUPE

COMBAT OUVRIER
M. Philippe Anais.
1111 Rés Matélie, l'aiguille,
97128 Goyave - Guadeloupe.

EN MARTINIQUE

Louis MAUGÉE
B.P. 821
97258 FORT-DE-FRANCE CEDEX

COMPOSITION - IMPRESSION
Imp. ERAPRESS
Commissaire paritaire 51728

Site Internet de Combat Ouvrier
<http://www.combat-ouvrier.net>

Pour nous écrire sur internet
redaction@combat-ouvrier.net